

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RIS&ID_NUMPUBLIE=RIS_073&ID_ARTICLE=RIS_073_0022

Le malheur est-il dans le pré ? Pour une lecture géopolitique de l'agriculture

par Sébastien ABIS, Pierre BLANC et Barah MIKAÏL

| Dalloz/I.R.I.S. | Revue internationale et stratégique

2009/1 - N° 73

ISSN 1287-1672 | ISBN 9782247082025 | pages 22 à 30

Pour citer cet article :

— Abis S., Blanc P. et Mikail B., Le malheur est-il dans le pré ?. Pour une lecture géopolitique de l'agriculture, Revue internationale et stratégique 2009/1, N° 73, p. 22-30.

Distribution électronique Cairn pour Dalloz/I.R.I.S..

© Dalloz/I.R.I.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RÉSUMÉ ABSTRACT ➔

/ **Sébastien Abis** est administrateur au Secrétariat général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)

/ **Pierre Blanc** est enseignant-chercheur au CIHEAM

/ **Barah Mikail** est chercheur à l'IRIS

Le malheur est-il dans le pré ? Pour une lecture géopolitique de l'agriculture

L'agriculture et le contrôle de ses ressources, notamment dans le bassin Méditerranéen, représentent de nouveaux enjeux géopolitiques, alors que l'on constate une hausse démographique à l'échelle mondiale, une extension de la sécheresse en raison du réchauffement climatique et de fortes pressions environnementales. Dans ce contexte se développe une véritable course à l'acquisition de nouvelles terres. Cette concentration foncière a tendance à marginaliser la petite paysannerie. Parallèlement, des interrogations demeurent quant à la qualité de l'alimentation, marquée par une occidentalisation des régimes alimentaires et, dans certains pays, par le recours aux OGM, dont on ne connaît pas les effets. Pour relever ces défis, le rôle des politiques nationales et de la coopération internationale est essentiel.

Is the Misfortune in the Meadow? A Geopolitical Approach to Agriculture

Agriculture and the control of agricultural resources, particularly in the Mediterranean Basin, represent new geopolitical issues. With a rapidly growing world population, severe drought triggered by global warming and strong environmental pressures, countries are in a competition to acquire additional resources often times marginalizing small farmers. In addition, the rise of westernized diets (relating to processed foods and mass consumption) and the use of GMOs calls into question the quality of these food products. To take up these challenges, the role of national policies and international cooperation is essential.

Le malheur est-il dans le pré ? Pour une lecture géopolitique de l'agriculture

/ Sébastien Abis Administrateur au Secrétariat général du CIHEAM ¹

/ Pierre Blanc Enseignant-chercheur au CIHEAM

/ Barah Mikail Chercheur à l'IRIS

La géopolitique est un concept suffisamment vaste pour être croisé à toute une série de thématiques « stratégiques », cruciales par le passé, motrices actuellement, et déterminantes pour les temps à venir. D'ordinaire, l'agriculture fait rarement l'objet d'une approche géopolitique ². Or, comme nous allons le voir, un examen synthétique de certaines variables intimement corrélées aux dynamiques agricoles et alimentaires mondiales permet de combler cette lacune. L'observation des enjeux qui ont trait à l'agriculture permet, en effet, de déceler tout à la fois les stratégies de puissances, les rivalités d'acteurs, les tensions environnementales et socioéconomiques, et les défis qui se poseront à l'avenir. Un regard transversal sur la problématique de l'agriculture, dans ses implications les plus larges, offre une lecture intéressante des évolutions stratégiques en cours sur la scène internationale. Le bassin Méditerranéen illustre bien cette dépendance entre géopolitique et agriculture, et permet d'apporter une vision prospective.

Une agriculture indispensable

Récemment, la problématique de l'agriculture est réapparue sur le devant de la scène internationale, préoccupant les opinions publiques confrontées au renchérissement du prix des matières premières, mais aussi les médias qui diffuse des images d'émeutes de la faim, et les décideurs qui replacent les questions agricoles et alimentaires au centre des agendas internationaux ³. Contrairement à certaines postures exagérées – dont celle qui

1. Organisation intergouvernementale rassemblant 13 États méditerranéens pour la formation, la recherche et la coopération agricole, alimentaire et rurale (www.ciheam.org).

2. Mentionnons tout de même la récente publication d'un court ouvrage pédagogique : Gilles Fumey, *Géopolitique de l'alimentation*, Auxerre, Sciences humaines, 2008, ou le fait que certains instituts de recherche en relations internationales se sont penchés sur la question au moment de la crise alimentaire. À ce titre, signalons le nouveau programme du Chatham House intitulé « Food supply project » et leurs travaux, dont celui d'Alex Evans, *Rising food prices : drivers and implications for development*, Londres, Chatham House, 2008. Enfin, il faut aussi rappeler l'existence d'un centre de recherche en politique agricole aux États-Unis, l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), produisant de nombreuses analyses sur les dimensions politiques et stratégiques de l'agriculture.

3. Ainsi est-il significatif qu'en 2007 la Banque mondiale ait consacré son rapport annuel à la question agricole (Rapport 2008 sur le développement dans le monde : « L'Agriculture au service du développement », Washington, 2007), ou que le

considère que l'agriculture appartient au passé et que les mondes ruraux ne présentent plus d'intérêt face au phénomène urbain et au développement du tertiaire –, l'actuelle crise alimentaire souligne l'importance du secteur agricole.

Les pénuries alimentaires s'expliquent en premier lieu par les évolutions démographiques. Au xx^e siècle, la population mondiale quadruple pour atteindre près de 6,5 milliards d'individus dont la moitié dépend de l'agriculture. À l'horizon 2050, la planète devrait compter pas moins de 9 milliards d'habitants. Ce surplus démographique devrait principalement survenir dans les pays en développement et dans les zones urbaines, littorales. En Méditerranée, l'accroissement de la population est très important. À l'aube des années 1970, la région comptait environ 280 millions d'occupants. Or, ils seront 530 millions en 2020 ; soit, en l'espace d'un demi-siècle, un solde démographique doublé. De plus, un tiers de la population méditerranéenne peuple encore les campagnes (avec une moyenne grimant à 40-45 % de la population dans les pays de la rive Sud et Est), alors qu'un actif sur quatre travaille dans le secteur agricole. En somme, l'agriculture et la ruralité caractérisent l'espace méditerranéen. Mais les actions de concentration foncière, de mainmise capitaliste sur les exploitations et de technicisation s'accroissant pour répondre aux défis de la compétitivité agricole, sont autant de facteurs qui marginalisent la paysannerie traditionnelle et la petite agriculture.

Face à cette tendance, se pose la question de l'avenir des 1 milliard de petits paysans, dont la productivité est sans commune mesure avec les grands groupes agro-industriels et les exploitations transnationales aux capitaux globalisés qui semblent être les principaux pourvoyeurs de denrées alimentaires de la planète.

Parallèlement à l'importance démographique du monde rural, l'agriculture représente également un secteur économique clé. Le secteur primaire contribue de manière significative dans la formation des richesses nationales. Cela est particulièrement vrai pour les pays méditerranéens, où généralement 15 à 20 % du PIB est produit par l'activité agricole. Le Maroc, où bonnes récoltes et croissance économique nationale sont intimement imbriquées, illustre clairement cette équation, en dépit de l'ouverture du Royaume chérifien sur la libéralisation des échanges¹. D'ailleurs, la dimension agricole des sociétés s'explique aussi au travers de la variable commerciale, avec une circulation des denrées alimentaires qui s'intensifie, notamment quand on considère le chemin parcouru par un produit (débat sur les « *food miles* »). Cette ouverture des pays sur le marché international des échanges agricoles est une réalité en Méditerranée où deux-tiers des approvisionnements proviennent des États extra-méditerranéens.

L'agriculture est donc au centre de la mondialisation² en dépit des blocages commerciaux qui continuent à la caractériser et qui alimentent les rivalités entre acteurs étatiques.

Forum économique mondial de Davos en janvier 2008 ait classé l'insécurité alimentaire dans les grands risques internationaux à venir (« Global risks 2008 », *World Economic Forum Report*, Suisse, janvier 2008).

1. Najib Akesbi, Driss Benatya et Nouredine El Aoufi, *L'agriculture marocaine à l'épreuve de la libéralisation*, Rabat (Maroc), Economie critique, 2008.

2. Jean-Paul Charvet, *L'agriculture mondialisée*, dossier n° 8 059, Paris, La Documentation française, octobre 2007.

Preuve en est le blocage de l'actuel cycle de négociations de l'OMC qui achoppe autour des enjeux agricoles. Parallèlement, les produits agricoles n'échappent pas à la financiarisation de l'économie internationale. La plupart des denrées de base voient leur prix fixé à la Bourse de Chicago. Et, comme dans d'autres domaines où règne la loi de l'offre et de la demande, ce secteur d'activité est marqué par les spéculations et les marges grandissantes pour les opérateurs de la distribution et du commerce. L'agriculture se trouve de plus en plus imprégnée par cette évolution, où la valeur intrinsèque d'un produit devient la part congrue du prix de vente pour le consommateur. Simultanément, la disparition progressive des barrières tarifaires fait place à des obstacles plus techniques, à savoir les normes sanitaires et phytosanitaires, qui brouillent les cartes du commerce agricole au profit des pays les plus riches. Jamais pareil fossé ne s'est creusé entre agriculture « agrarienne » et agriculture « aérienne ». Avec la mondialisation, les échanges commerciaux agricoles se sont étendus, sont devenus globaux. Mais, sur l'ensemble de la chaîne de production agricole, le système s'est complexifié et, de la fourche à la fourchette, l'itinéraire s'est à la fois prolongé et obscurci.

L'exemple des céréales suffit à illustrer ce phénomène. Au printemps 2008, au cœur de la crise alimentaire mondiale, ont éclaté des émeutes du pain, notamment en Égypte et au Maroc. L'explosion de la demande de blé, les transformations des régimes alimentaires, le développement des agrocarburants¹, la hausse du baril de pétrole ou les aléas climatiques sont les principaux facteurs de cette prompte hausse du prix du blé. À cela s'ajoute la spirale spéculative qui a aggravé la situation : l'instabilité des prix des matières premières touchait non seulement le pétrole, mais aussi les denrées alimentaires, créneau séduisant pour les investisseurs². Or, de telles pratiques financières ont un impact considérable sur la sécurité alimentaire de la planète, déjà fragilisée par les dynamiques démographiques et environnementales. Et les céréales constituent, en quelque sorte, l'archétype de ce phénomène spéculatif aux retombées sociopolitiques. Ainsi, quand le prix de la tonne de blé explose à la Bourse, certains pays importateurs craignent les troubles sociaux. C'est le cas de l'Égypte qui totalise à elle seule environ 7 % des importations mondiales de blé³. Le pain comme l'eau demeurent les principaux motifs de révoltes en Égypte et dans d'autres pays de la région méditerranéenne⁴ ou du monde.

1. Sur ce thème, se reporter au rapport de la FAO « Biofuels prospects, risks and opportunities », *The State of Food and Agriculture 2008*, FAO Report, Rome, octobre 2008. Suite à l'enthousiasme suscité par les biocarburants, plusieurs experts et institutions de recherche ont souligné les dangers de cette pratique qui utilise des terres dédiées aux cultures alimentaires à des fins énergétiques. Ainsi, les États-Unis ont consacré en 2007 le quart de leur production de maïs pour produire de l'éthanol. Dans le bassin Méditerranéen, deux pays figurent parmi les dix plus gros importateurs mondiaux de maïs : l'Égypte et l'Algérie. Ces deux pays ont importé 7 % des importations mondiales de maïs en 2007. Le risque est alors de préserver la sécurité énergétique des plus riches aux dépens de la sécurité alimentaire des plus pauvres.

2. Dominique Baillard, « Comment le marché mondial des céréales s'est emballé », *Le Monde diplomatique*, mai 2008.

3. Pour plus de détails, lire la note d'alerte du CIHEAM, « Enjeux stratégiques autour des céréales en Méditerranée », n° 53, décembre 2008.

4. Pierre Blanc, « Le pain, la terre et l'eau : sujets de révolte en Méditerranée », *Actualité du Moyen-Orient et du Maghreb*, note n° 3, IRIS, décembre 2007. En guise d'illustration – et pour remonter volontairement dans le passé « proche » – citons le développement en Algérie du Front islamique du salut à la fin des années 1980, en raison notamment de la pénurie hydrique dont ont souffert les campagnes algériennes, ou, à la même époque, la crise du porc en Chine, qui avait conduit à un mécontentement général, dont les manifestations de la place Tianenmen sont le meilleur exemple.

Enfin, comment ne pas évoquer la stratégie de certains acteurs lorsqu'on s'interroge sur la géopolitique de l'agriculture ? Il convient de mentionner trois types d'acteurs : les États, les bailleurs de fonds et les firmes multinationales. Le cas du Brésil, acteur étatique exploitant actuellement au mieux son « *food power* », est exemplaire. Ce pays qui ne rechigne plus à porter l'étiquette de « ferme du monde » joue de son potentiel agricole pour s'affirmer comme l'un des pôles émergents du système international multipolaire. Le président Luiz Inácio Lula da Silva l'a parfaitement compris et met en avant la puissance agricole de son pays pour peser au sein des institutions internationales comme l'OMC, et construire des alliances interrégionales originales, comme celles qui se développent entre l'Amérique latine et le monde arabe depuis le Sommet de Brasilia en 2005 ¹. Pour ce qui concerne les bailleurs de fonds, force est de constater à quel point ils cherchent aujourd'hui à réinvestir le champ agricole et rural après l'avoir déserté depuis bientôt deux décennies. Les réflexions qui sont en cours au sein de l'Agence française de développement (AFD) témoignent dans l'hexagone de cette préoccupation grandissante, observée également à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à la Commission européenne. Il faut également souligner le rôle de certaines fondations privées, au premier rang desquelles figurent la fondation Bill et Melinda Gates, pour l'aide aux agriculteurs et le soutien au milieu rural. Enfin, il convient d'insister sur le poids stratégique des grandes firmes privées qui conditionnent la chaîne agroalimentaire : pensons ici aux acteurs de la distribution, par exemple, Carrefour ² et Wal-Mart, de la production comme Danone ou Unilever, ou des semenciers comme Monsanto.

En définitive, l'élargissement des enjeux géopolitiques a un impact sur des thématiques sectorielles comme l'agriculture, auparavant plus autonomes. La pertinence du lien entre agriculture et relations internationales se renforce en raison de la mondialisation de l'économie, de l'essor du capitalisme financier et de la multiplication des acteurs globaux divers. Si l'agriculture a, en effet, toujours été une question géopolitique, les enjeux géopolitiques de l'agriculture peuvent, à l'avenir, devenir éminemment stratégiques.

Vers le renforcement de la corrélation entre agriculture et politique

Au-delà des remarques précédentes, il importe de considérer les futures évolutions du monde à l'aune des nouvelles dynamiques agricoles et rurales. De nouvelles tendances se

1. Entre le Brésil et les pays arabes, les échanges agricoles se développent de manière spectaculaire. Si les pays du Sud de la Méditerranée ne constituent pas les principaux partenaires commerciaux du Brésil en matière d'échanges agricoles, leur part dans ces échanges tend toutefois à augmenter. Ainsi, l'Égypte a quasiment multiplié par cinq ses achats agro-commerciaux au Brésil entre 2000 et 2005, années au cours desquelles Le Caire a réglé une facture d'un demi-milliard de dollars à Brasilia. Les importations agricoles algériennes en provenance du Brésil ont connu une variation de 8,25 %, passant de 30 millions de dollars en 2000 à 292 millions de dollars en 2005. Sur ce sujet, lire Sébastien Abis et Jessica Nardone, « Brésil : l'émergence agricole en Méditerranée », note d'analyse n° 43 du CIHEAM, février 2009.

2. À titre d'exemple, Carrefour a ouvert environ 120 hypermarchés en Chine depuis l'an 2000, transformant rapidement les habitudes de consommation des Chinois, notamment en milieu urbain, désormais plus tournées vers les produits carnés et laitiers. Or, pour nourrir le bétail, il faut des céréales, et l'explosion de cette demande perturbe donc l'équilibre du marché mondial en matière de céréales.

dessinent qui viennent alimenter le caractère géopolitique de l'agriculture : l'intrusion grandissante des enjeux environnementaux dans notre quotidien, la relation de plus en plus étroite entre alimentation et santé publique, la course aux terres agricoles et la recherche d'une souveraineté alimentaire adaptée aux enjeux du XXI^e siècle.

L'environnement est un thème incontournable. Si la prise de conscience écologique a débuté à partir des années 1970 et que, très schématiquement, le concept de développement a été théorisé à la veille de la chute du mur de Berlin, ce n'est qu'au cours de ces dernières années que cette question a véritablement intéressé l'agenda international. Le changement climatique et ses effets constituent un nouveau baromètre dans l'analyse stratégique du monde. Les tensions sur les ressources s'accroissent avec, en ligne de mire, l'accès à l'eau qui s'impose comme l'or bleu à préserver ou à conquérir¹. Simultanément émerge un débat sur « l'eau virtuelle », soit la quantité hydrique nécessaire à la fabrication d'un produit : ainsi convient-il de rappeler que douze tonnes d'eau sont nécessaires pour obtenir un kilogramme de bœuf dans son assiette.

La Méditerranée se situe à l'épicentre de ces enjeux environnementaux. Nul besoin de décrire en détail ces phénomènes, précisons toutefois que la crise environnementale en Méditerranée comprend la raréfaction des ressources hydriques et la désertification, en passant par les incendies de forêt, la pollution des sols et de l'air, la décomposition du littoral ou l'apparition de zoonoses (la grippe aviaire en Égypte). Ces phénomènes qui s'imbriquent représentent un handicap pour le développement de la région, pesant à la fois sur les sociétés et les économies. Les mondes agricoles sont les premières victimes du changement climatique, tout en étant les principales sources de dérèglements écologiques. Et pour les paysanneries – notamment méditerranéennes – l'avenir devra affronter une équation redoutable², puisqu'il faudra produire en plus grande quantité mais, en plus, de meilleure qualité, c'est-à-dire en cessant de fragiliser le processus de renouvellement des ressources, et en l'améliorant. Sans quoi, les effets néfastes seront doubles : incapacité durable des populations à s'assurer des conditions minimales de subsistance d'une part, dégradation environnementale accrue de l'autre. Le tout avec, pour impact géopolitique évident, l'accroissement du risque d'effondrement des structures étatiques, les populations concernées ayant nécessairement à pointer du doigt un responsable et à lui en tenir rigueur.

La qualité constitue le second volet de cette panoplie d'enjeux émergents liés à l'agriculture. En effet, le système agroalimentaire se compose schématiquement de quatre phases : la production, la transformation, la commercialisation et la consommation. Et c'est précisément cette dernière qui fait l'objet d'une attention accrue aujourd'hui, autour de ce que les techniciens nomment « nutrition » et les opinions publiques « santé ».

L'évolution des pratiques alimentaires est un processus mondial qui encourage le développement économique et se caractérise notamment par une plus grande consommation

1. Barah Mikail, *L'eau, source de menaces ?*, Paris, IRIS-Dalloz, 2008.

2. Gilles Luneau, « Agricultures en Méditerranée : les quatre défis du siècle », *Géo Magazine*, spécial Méditerranée, n° 355, septembre 2008.

de produits carnés et laitiers. Cette transformation se traduit, en outre, par une homogénéisation des régimes alimentaires s'alignant sur des standards occidentaux où la part d'aliments industriels est conséquente. En plus de l'urbanisation et de la culture du *fast food*, cette dynamique induit toute une série de dérives alimentaires que symbolise en particulier l'explosion de la malnutrition et de l'obésité¹. Un effet positif à escompter serait une dénonciation des chaînes alimentaires traditionnelles suivie d'effets concrets (réforme obligatoire de ces filières alimentaires, promotion de schémas de production et de consommation plus sains, etc.). Mais cela pourrait avoir un autre impact géopolitique : la réduction probable du nombre d'entreprises et d'acteurs œuvrant dans le domaine de l'alimentation. Ce qui ne serait pas sans conséquences dans un monde où les acteurs des sphères publiques sont étroitement liés aux sphères économiques qui produisent en masse. Scénario exagéré bien entendu, mais à prendre en considération.

Malgré les mérites du régime alimentaire crétois, la Méditerranée n'échappe pas à ce phénomène universel de mauvaise alimentation. Au Maghreb, on observe par exemple un accroissement spectaculaire du nombre de personnes souffrant de surpoids, notamment chez les enfants (20 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de surcharge pondérale). De même, plusieurs pays en développement déjà confrontés à d'innombrables défis socioéconomiques verront la pression s'accroître en matière de santé publique avec l'augmentation des maladies cardio-vasculaires et des cancers, sans que les systèmes nationaux soient parés à les affronter. S'ajoutent les inconnues sanitaires liées à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) pour accroître la productivité agricole dans ces pays. Là aussi, l'innovation technologique souvent de pointe en matière agronomique est privilégiée au nom d'intérêts particuliers et de la compétitivité, et aux dépens de la prudence collective. Le cas de l'Argentine, qui dope depuis quelques années sa production de soja grâce au recours massif des OGM, est révélateur. Il souligne à quel point l'agriculture peut s'avérer cruciale dans l'équilibre d'un pays. En effet, c'est par le biais des ventes de soja à l'étranger² que l'Argentine a pu sortir de la crise économique qui l'a frappée en 2001.

Autre tendance qui ne peut que souligner les considérations géopolitiques sous-jacentes à l'agriculture, la course foncière. Dans un monde où les ressources se font rares, la concurrence que se livrent les promoteurs pour l'acquisition de terrains agricoles semble inévitable. Doucement s'installe ce que certains spécialistes n'hésitent pas à qualifier de « néocolonialisme agraire »³. Certains pays manquant de terres arables et fortement dépendants de ce type d'approvisionnements pour nourrir leur population se tournent vers des États aux territoires plus vastes, afin d'y cultiver les produits de base dont ils viennent à manquer. Ainsi à l'été 2008, l'Égypte a contracté avec les autorités de l'Ou-

1. Carlo Petrini, *Bon, propre et juste. Éthique de la gastronomie et souveraineté alimentaire*, Gap, Éditions Yves Michel, 2006.

2. L'Argentine est le premier producteur mondial de soja et exporte 80 % de sa production. Le soja représente le quart des excédents commerciaux du pays et redynamise une économie à la dérive au début du XXI^e siècle. Il est particulièrement intéressant de relever le rôle clé de la Chine dans ce processus, puisque Pékin a injecté depuis 2005 près de 30 milliards de dollars d'investissements dans la culture du soja en Argentine, afin de faire du pays son principal grenier.

3. Laetitia Clavreul, « Le néocolonialisme agraire gagne du terrain dans le Monde », *Le Monde*, 23 septembre 2008.

ganda la location de 800 000 hectares de terres pour produire du blé et du maïs. Au même titre, la Libye a engagé une négociation avec l'Ukraine. Cette recherche de nouvelles terres agricoles dans des territoires extra-nationaux s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de stratégies politiques visant à faire face à la nouvelle donne alimentaire mondiale. La Corée du Sud a récemment contribué à renforcer cette course aux terres agricoles à travers l'accord passé entre une filiale du géant industriel national Daewoo et Madagascar, pour y louer environ 1,3 million d'hectares (soit la moitié du territoire belge) pendant 99 ans. Cette initiative, qui vise notamment à rééquilibrer le déficit sud-coréen en maïs (Séoul en est le quatrième importateur mondial), prend des allures de « patriotisme alimentaire » exacerbant la spéculation foncière globalisée, avec les tensions qu'elle peut entraîner.

Parmi les tendances qui contribuent à renforcer les enjeux géopolitiques autour de l'agriculture, le débat sur la sécurité alimentaire a été relancé par la crise mondiale qui sévit actuellement. Ainsi il n'est pas anodin de voir fleurir les analyses les plus variées sur l'importance de l'agriculture pour le devenir du monde et de son équilibre structurel. Le ministre actuel de l'Agriculture en France affirme d'ailleurs sans hésitations : « Nous devons replacer l'agriculture au cœur des priorités internationales. L'enjeu est sans frontières : il s'agit d'une question de paix et d'équité entre les hommes et les États »¹. D'autres sont allés plus loin encore et ont alerté le futur président américain de sa prochaine « responsabilité alimentaire » en l'invitant à développer des réserves stratégiques céréalières au même titre que celles constituées sur le plan pétrolier².

Enfin, compte tenu des dynamiques évoquées jusqu'ici, il paraît essentiel de repenser la souveraineté alimentaire³ des pays méditerranéens à la lumière d'une triple dimension stratégique : l'assurance d'une production nationale minimale en denrées de base⁴, la sécurité des approvisionnements et, enfin, la création de partenariats commerciaux privilégiés. À ce titre, la situation des pays méditerranéens dont la balance agrocommerciale est chroniquement déficitaire ne peut que susciter une interrogation sur les modèles agricoles développés.

Avec cette crise alimentaire, le nombre d'affamés sur Terre a encore augmenté atteignant en 2008 environ 920 millions de personnes, un chiffre record selon la FAO. Paradoxalement, 70 % des personnes qui souffrent de la faim sont des paysans. Et comme le

1. Michel Barnier, « Crise alimentaire mondiale : réponses européennes », Bruxelles, Europe's World, novembre 2008.

2. Michael Pollan, « The food issue : an open letter to the next farmer in chief », *The New York Times*, 12 octobre 2008.

3. Le concept de souveraineté alimentaire a, pour la première fois, été proposé en 1996 par l'organisation Via Campesina, et évoque le droit des populations, de leurs pays ou unions à définir leur politique agricole et alimentaire sans *dumping* vis-à-vis des pays tiers. La priorité est donnée à la production locale, à l'accès des paysans à la terre et aux ressources, ou encore à la protection des États face à des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix.

4. À ce sujet, il faut se reporter à l'ouvrage précurseur de Bertrand Hervieu, *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, Paris, Flammarion, 1996.

souligne un récent rapport ¹, « la carte de la faim dans le monde coïncide avec celles de la pauvreté, des guerres, des endémies et de l'analphabétisme ». Le constat est donc clair : politiques agricoles et politiques alimentaires se sont rarement coordonnées ces dernières années. Promouvoir la monoculture et la spécialisation à des fins d'exportations dans les pays en développement n'a pas contribué à aider ces États dans la construction d'une sécurité alimentaire endogène minimale. L'agriculture est un enjeu géopolitique, en ce sens que cette activité humaine s'inscrit sur des territoires (géo) et qu'elle est au centre des stratégies des puissances (politique) au point d'être susceptible de donner lieu à des débats, des rapports de force, voire des rivalités au niveau local comme au niveau international.

Pour le développement de l'agriculture et des territoires ruraux, le rôle des politiques nationales et de la coopération internationale est essentiel. La construction de marchés agricoles régionaux capables de faire face aux turbulences en tous genres que l'agriculture affronte quotidiennement paraît plus que jamais nécessaire. L'adaptation au changement climatique, l'effort en matière de santé publique et la gestion responsable des ressources naturelles sont d'autres priorités d'action à encourager. Ces perspectives sont au centre des défis que doivent relever les pays de la région méditerranéenne. En cela, l'intérêt serait d'œuvrer à une plus grande coopération agricole dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée ².

1. Conseil économique, social et environnemental français, « Faim dans le monde et politiques agricoles et alimentaires : bilan et perspectives », Paris, 13 novembre 2008.

2. Bertrand Hervieu et Sébastien Abis, « Euro-Méditerranée : la sécurité alimentaire, une priorité politique », *Rapport annuel Déméter 2009*, Paris, Club Déméter, septembre 2008.